

PROJET FÉDÉRAL 2021-2026





INTRODUCTION

Notre projet fédéral 2021-2026 est le premier de la Fédération Nord Pas de Calais issue de la fusion entre la Fédération du Nord et la Fédération du Pas-de-Calais. Celle-ci rassemble aujourd'hui quelques 170 centres sociaux.

Ce projet est l'aboutissement d'un travail de co-construction de près de deux années entre l'équipe bénévole et salariée de la fédération, des présidentes, présidents, des directeurs et des directrices de notre réseau.

Notre souhait était également de renforcer la dimension politique de notre projet afin d'identifier de manière claire des leviers pour notre action au quotidien auprès de notre réseau.

Le chapeau politique élaboré avec des présidentes et présidents nous permet de partager notre vision de la société et notre conception d'un centre social porté par les habitants.

Il était important de poser ces fondamentaux.

Neuf enjeux ont été identifiés : ils seront les jalons de l'action de la fédération dans les six prochaines années. Comme vous le verrez, le contexte de crise sanitaire que nous vivons a « coloré » certains volets du projet : la transition numérique et la transition écologique apparaissent ainsi comme des enjeux incontournables pour notre réseau. Ce projet est vivant, et le prochain congrès national en 2022 sera aussi l'occasion d'enrichir la manière de mettre en mouvement les 9 enjeux identifiés...

Monique DENOYELLE, Présidente.

NOTRE VISION DE LA SOCIÉTÉ

Le projet de la fédération s'appuie sur une ambition politique visant à réaffirmer notre vision de la société.

Nous aspirons à ce que chaque individu se sente respecté et pris en compte dans un environnement où il peut se construire avec les autres. Nous sommes convaincus des vertus de l'action collective : le vivre ensemble n'a de sens que dans le « faire ensemble », contribuant ainsi à faire société. L'addition des talents, le partage et la coopération doivent permettre aux femmes et aux hommes de vivre dignes, libres et debout.

Expérimenter, chercher, innover, avoir le droit de se tromper, de recommencer est central, que ce soit dans l'action collective ou dans les parcours individuels. Prendre, reprendre sa vie en main permet de ne pas subir son environnement et d'avoir une influence sur les choses qui nous concernent.

Dans un contexte où la démocratie représentative est en crise, nous considérons que certes la légitimité de nos élus ne doit pas être remise en cause, mais elle n'est cependant aujourd'hui plus suffisante. Une démocratie renouvelée est une démocratie où la parole de tous, et notamment celle des plus fragiles doit être possible, doit être entendue. Cela passe par des lieux de dialogue, d'échange, de débat, de confrontation et de délibération renouvelés au plus près des espaces de vie des habitants concernés.

Il nous faut aussi revendiquer une société plus juste socialement, moins inégalitaire permettant la reconnaissance de la contribution de tous et un partage plus équitable des richesses

Une société plus juste, c'est aussi une société plus accueillante, plus ouverte aux autres, où toutes les différences entre individus, mais aussi entre territoires sont perçues comme un enrichissement collectif et pas comme des points de fracturation de la cohésion sociale. C'est aussi une société qui agit contre les fractures territoriales.

Cette société plus juste doit aujourd'hui s'envisager dans une dynamique plus large de développement durable. Vivre dans une société plus juste, c'est aussi questionner notre rapport au défi écologique et nos manières d'agir ensemble.

Nous nous engageons, nous, mouvement des centres sociaux du Nord et du Pas de Calais à contribuer à cette transition écologique, sociale et solidaire indispensable à notre société.

Cette vision de la société traverse et influe notre conception du centre social.

NOTRE CONCEPTION DU CENTRE SOCIAL

En accord avec la charte nationale des centres sociaux et socio-culturels, nous considérons qu'un centre social et socioculturel est un foyer d'initiatives porté par des habitants associés, appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social d'un territoire.

Acteur de l'éducation populaire, équipement de proximité, espace pluri-générationnel, le centre social est accessible, sans discrimination à l'ensemble de la population. Il porte bien évidemment une attention privilégiée aux personnes les plus fragiles. Il est un lieu incontournable de promotion et de soutien du développement du pouvoir d'agir des habitants. Il met tout en œuvre pour aller vers l'ensemble des habitants de son territoire, aller les rejoindre et être en posture d'écoute active.

Le centre social doit assurer une participation plurielle des habitants (individus et groupes) et notamment :

- Les associer à la définition et le portage du projet politique et de ses finalités
- Les associer à la prise en charge de la gestion du centre social
- Les associer à la définition des objectifs prioritaires du projet du centre social
- Les associer à la prise en charge, l'animation d'activités et services propres au centre social
- Les associer à la prise en charge de l'animation globale du territoire
- Soutenir les prises d'initiatives citoyennes individuelles et collectives

Le Centre Social est aussi un lieu singulier pour expérimenter, pour faire vivre une démocratie délibérative au quotidien favorisant les échanges avec et entre les habitants concernés.

Ancré sur son territoire, le centre social assure une fonction d'animation territoriale, développe un projet favorisant les initiatives collectives et la mise en coopération avec l'ensemble des acteurs locaux, en négociation permanente avec ses partenaires institutionnels.

NOTRE CONCEPTION DU FÉDÉRALISME

La Fédération des centres sociaux du Nord Pas de Calais est avant tout un réseau de membres qui font le choix de s'unir et faire mouvement pour promouvoir un projet de société et contribuer à le faire vivre.



Ce projet de société est politique au sens où il vise à participer à la vie de la cité, contribuer au bien commun à partir d'un socle de valeurs.

Se fédérer, c'est se donner les moyens et l'autonomie nécessaires à la défense et à la reconnaissance du réseau ; de l'ambition politique et des valeurs que nous portons. C'est être reconnu par le réseau comme partie prenante du mouvement, en adéquation avec les valeurs de la Charte fédérale : Dignité humaine, Démocratie et Solidarité.

C'est aussi les faire vivre dans nos façons de faire et les promouvoir au quotidien.

Le fédéralisme ne peut se réduire à l'appui technique apporté au réseau. Il est avant tout l'impulsion et le renforcement de la coopération entre ses membres, la construction et le portage d'une parole politique forte, la mise en réseau de capacités, de compétences, de stratégies, le renforcement des compétences des habitants dans le portage politique des projets. C'est aussi le partage de difficultés et l'organisation de la solidarité pour les surmonter.

La fédération assure une fonction ressource d'appui à la qualification, aux expérimentations, à l'innovation et leur valorisation toujours dans la visée du projet de société porté par le réseau.

9 ENJEUX

Démocratie

P. 8 - 9

Ecologie : Sortir ensemble de l'impuissance face à la catastrophe écologique, inventer à notre échelle des possibles !

P. 10 - 11

Education Parentalité : Parents et communauté éducative d'aujourd'hui

P. 12 - 13

Egalité Femmes Hommes

P. 14 - 15

Santé : La santé, c'est se sentir vivant !

P. 16 - 17

Fracture territoriale : « le pouvoir de transformer les territoires avec les habitants »

P. 18 - 19

Vieillesse : Vieillir en acteur citoyen !

P. 20 - 21

Numérique : Pour une société numérique humaine au service du pouvoir d'agir des habitants !

P. 22 - 23

Soutenir le développement du pouvoir d'agir des habitants

P. 24 - 25

DÉMOCRATIE

Dans un contexte de crise démocratique, beaucoup de Françaises et de Français se sentent peu représentés, écoutés et de fait ont renoncé à prendre le chemin des urnes. Ils manifestent ainsi une perte de confiance envers leurs élu.e.s et s'interrogent sur leur représentativité et leur légitimité.

Il est vrai que certains modes de prise de décision dysfonctionnent et ne prennent pas en considération la parole et les propositions des citoyennes et des citoyens. Force est de constater que les politiques publiques peuvent être pensées, décidées sans associer ni consulter les personnes concernées.

En même temps, on constate l'émergence d'expériences, de façons de faire et d'agir innovantes, de mouvements sociaux et de listes participatives... Celle-ci confirme un réel intérêt pour la politique et montre la vitalité et la diversité des formes d'engagement.

Au sein de notre réseau, la réaffirmation du portage politique du projet par les habitants est une condition indispensable à son autonomie. Il s'agit de rester vigilant à ce que nos propres instances soient des lieux où les adhérents, dans leur diversité, soient représentés. Mais il nous faut aussi veiller à ne pas réduire la question de la démocratie à la vie des instances car c'est aussi par de multiples formes d'engagement que la démocratie se vit, se vivifie et s'enrichit.



C'est pourquoi, nous souhaitons :

- Etre acteur, co-constructeur et ne pas subir les politiques publiques locales, départementales, régionales et nationales.
- Réaffirmer le portage politique des projets des centres sociaux par les habitants.
- Revendiquer une parole libre.
- Créer les conditions pour une réelle participation des habitants et notamment les plus éloignés des prises de décision expérimenter, innover sur des modes de décision, de délibération et d'organisation... (à différents niveaux : centre social, commune, intercommunalité, département, collectif associatif, lycée...).
- Faire reconnaître le Centre social comme un lieu de débat et d'échanges contradictoires et d'interpellation.
- Soutenir toutes les formes d'engagement.

Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Renforcer la place de tous les habitants dans le portage politique et le pilotage des projets centres sociaux
- Impulser, soutenir l'engagement des habitants dans le réseau fédéral, dans le centre social et son territoire
- Etre acteur et co-constructeur des différentes politiques publiques
- Porter, défendre, revendiquer la place et la parole des centres sociaux

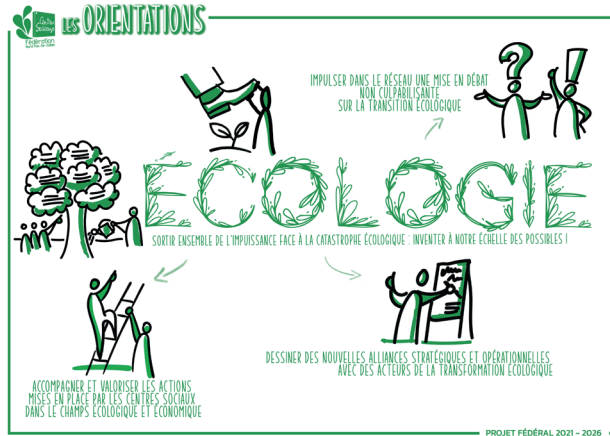
ÉCOLOGIE : SORTIR ENSEMBLE DE L'IMPUISSANCE FACE À LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE, INVENTER À NOTRE ÉCHELLE DES POSSIBLES !

Nous vivons une situation inédite marquée par un changement climatique majeur et une chute brutale de la biodiversité à l'échelle planétaire. Ces mutations rapides, et le modèle économique dominant qui les cause, ont des conséquences délétères sur la vie quotidienne des habitants (en matière d'alimentation, de santé, d'habitat, de travail...). Nous sommes toutes et tous concerné.e.s mais ces risques touchent de manière aiguë les plus pauvres et les plus vulnérables.

Agir pour affronter ces défis écologiques, c'est donc agir aussi pour la justice sociale, la démocratie et une économie plus solidaire.

Face à la complexité de ces transformations et la diversité des leviers d'action, nous affirmons la légitimité d'agir à toutes les échelles (des changements de comportements individuels aux combats politiques nationaux et internationaux), sans les mettre en concurrence. A notre échelle, il y a urgence à agir collectivement pour sortir d'un sentiment d'impuissance, individuel et collectif, et ne pas nourrir la résignation : on peut d'ores et déjà montrer que c'est possible !

Les centres sociaux expérimentent depuis longtemps des modes d'action qui favorisent à la fois une démarche d'écocitoyenneté, d'accompagnement, de responsabilisation et de conscientisation individuelle et collective, de construction d'un autre rapport à la consommation et à la production (ateliers couture, repair-café, coopératives d'habitants, troc, réemploi, auto-production alimentaire...). Ils limitent ainsi l'impact négatif des activités humaines sur l'environnement.



Loin des représentations sur le lien entre précarité et gaspillage et les injonctions à modifier les habitudes des familles les plus précaires (dont les modes de vie sont globalement moins consommateurs d'énergie et moins polluants), nous voulons continuer à appuyer les initiatives des habitant.e.s pour leur permettre de reprendre du contrôle sur leur vie quotidienne et réduire leur dépendance à des pouvoirs économiques et politiques éloignés d'eux.

La crise sanitaire a accéléré la mise en lumière de ces pratiques et leur utilité sociale. Nous avons la volonté d'amplifier le soutien à ces initiatives, qui concourent à préparer les quartiers à faire face aux grandes transformations en cours. L'enjeu est d'accompagner et développer les efforts de notre réseau pour :

- Amplifier notre travail d'éducation populaire aux enjeux énergétiques et climatiques auprès des habitant.e.s, en mettant en évidence les liens entre écologie, économie, démocratie et justice sociale.
- Accompagner la transformation des pratiques des bénévoles et des salarié.e.s des centres sociaux et de la Fédération pour réduire l'impact environnemental de leur activité.
- Réaffirmer la légitimité et la capacité des centres sociaux à agir dans le champ économique et entrepreneurial pour créer des activités respectueuses des êtres humains et du vivant dans son ensemble.
- Poursuivre un travail d'alliances avec les acteurs et mouvements de la transformation écologique, sociale et solidaire pour renforcer mutuellement notre action.

Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Impulser dans le réseau une mise en débat non culpabilisante sur la transition écologique
- Accompagner et valoriser les actions mises en place par les centres sociaux dans le champs écologique et économique
- Dessiner des nouvelles alliances stratégiques et opérationnelles avec des acteurs de la transformation écologique

EDUCATION PARENTALITÉ : PARENTS ET COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE D'AUJOURD'HUI

Dans notre contexte sociétal, les parents doivent savoir tout faire, endosser tous les rôles, et avoir toutes les compétences. Cela est devenu la norme !

L'enjeu est de considérer le parent comme une personne avec son vécu, ses préoccupations, ses contraintes, son environnement, ses conditions de vie matérielles (notamment d'habitat, de logement), ses ressources, ses envies, ... ce qui fait sa condition parentale. Aujourd'hui, les situations parentales et familiales

sont diverses et plurielles. Nous connaissons de multiples façons de vivre en famille telles que la monoparentalité, les familles recomposées, l'homoparentalité. Chaque parent construit sa parentalité et l'expérimente jour après jour. Nous devons sortir de l'idée que le parent a besoin d'aide pour soigner ses carences.

Les parents, premiers éducateurs de leurs enfants ne peuvent pas l'être seuls. A leur côté, plusieurs acteurs forment une chaîne éducative, terreau fertile pour que l'enfant puisse devenir un acteur autonome de son quotidien, de ses choix et de son parcours... la co-éducation.

"Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque tout seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde."

- Paolo Freire

Acteur de l'éducation populaire, le centre social a son rôle à jouer ! Il contribue par son projet éducatif, à l'ouverture au monde de l'enfant. Il anime et participe au maillage partenarial afin de favoriser la continuité éducative entre acteurs socio-éducatifs du territoire.

Pour ce faire, le réseau s'appuiera sur 3 leviers :

- Partir de l'expression, des questions des parents et des enfants.
- Travailler sur les conditions des parents, des familles, notamment sur leur possibilité de prendre la parole.
- Partager entre acteurs de co-éducation, pour faire communauté, en reconnaissant les vécus, les expériences, les ressources, les savoirs sous toutes leurs formes (savoirs de vie, d'action, théoriques) et en expérimentant.

Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Affirmer une posture, une culture commune et une parole politique entre acteurs du réseau fédéral, salariés, bénévoles sur l'éducation et la parentalité
- Contribuer à la construction de politiques éducatives et de soutien à la parentalité aux différentes échelles territoriales
- Partager une culture commune avec les partenaires sur le sens et le contenu du projet Animation Collective Famille porté par les centres sociaux
- Continuer à défricher, expérimenter et à valoriser les expérimentations menées

EGALITÉ FEMMES HOMMES



Nous vivons dans une société où les inégalités entre les femmes et les hommes demeurent prégnantes.

L'action des mouvements féministes ont permis des avancées législatives significatives (le droit de vote des femmes en 1944, la loi Veil de 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse et, plus proche de nous la parité politique en 2000).

Si certains principes sont actés par le législateur, comme par exemple l'égalité salariale, la réalité nous montre qu'ils ne sont pas effectifs.

De plus, s'il y a des avancées réelles, elles demeurent parfois fragiles et nous devons donc être vigilants à leur possible remise en cause.

Il est bon de rappeler que notre réseau s'est créé il y a plus d'une centaine d'années grâce à l'impulsion de femmes, révoltées par les injustices sociales. Elles ont rêvé d'une société émancipatrice et de coopération entre des femmes et des hommes d'origines sociales différentes.

Fort de cet ADN égalitaire, nous devons sans doute nous interroger par exemple sur nos réalités en matière de politique salariale entre les femmes et les hommes et sur la place des femmes dans nos instances décisionnaires (bureaux, Conseils d'Administration...).

Si le travail autour des représentations est important, il ne doit pas être uniquement axé vers les enfants. Filles et garçons se côtoient dès le plus jeune âge dans nos centres sociaux mais comment laisser la place à chacun et à chacune à tout âge ? Il ne nous semble pas vain de réfléchir par exemple à la place des hommes dans nos actions autour de la parentalité.

Il nous faut donc relever le défi de réinterroger, de réinventer nos pratiques et de renforcer encore la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans nos projets.

Nous sommes un réseau d'éducation œuvrant pour plus de justice sociale qui doit aussi être attentif aux femmes subissant des discriminations sociales et raciales se nouant entre elles.



Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Accompagner les centres sociaux dans l'analyse de leur réalité en matière de pilotage politique, d'organisation d'équipe et de mise en œuvre d'activités
- Soutenir la lutte contre les discriminations cumulées subies par les femmes

SANTÉ : LA SANTÉ, C'EST SE SENTIR VIVANT !

La Santé vise le bien-être social, environnemental, mental, physique. Elle se construit, chaque jour, dans un environnement social, géographique, politique, culturel...

La promotion de la santé permet la (ré)appropriation par les personnes de leur santé grâce à l'autonomisation ou encore le développement de leur pouvoir d'agir : c'est un processus par lequel une personne accroît son pouvoir sur les décisions et les actions qui influent sur sa santé. Il permet aux individus et aux groupes sociaux d'exprimer leurs besoins et leurs préoccupations, d'élaborer des stratégies de participation à la prise de décisions et d'intervenir sur les plans politique, social et culturel pour combler leurs besoins. » (Agence de la santé publique du Canada, 2007).

Dans les Hauts de France, un certain nombre d'indicateurs sont ceux d'une population en « mauvaise santé » (alcool, obésité, cancer, ...). Mais la santé n'est pas seulement l'absence de maladie, elle est aussi une ressource permettant aux personnes d'agir au quotidien.

Les centres sociaux sont des "créateurs" de lien social favorisant la promotion de la santé de chaque individu. Ce sont des lieux de convivialité et de transformation sociale qui garantissent la préservation du "capital santé" des personnes en agissant avec eux sur des domaines sur des domaines déterminants en matière de santé: le logement, l'insertion, l'environnement, l'accès aux droits, la défense des droits...

La crise sanitaire met au grand jour des inégalités en matière de santé qui se creusent encore sur certains territoires (isolement, renoncement aux soins, non prise en charge médicale, report de rendez-vous par les professionnels de santé, malnutrition, addictions, violences intrafamiliales, souffrance psychique, peurs...).

Nous sommes convaincus que les centres sociaux, par leur expertise, leur proximité avec les habitants, leur savoir-faire en matière d'action collective et leur capacité à agir avec d'autres acteurs, peuvent avoir un rôle décisif pour l'amélioration de la situation.

L'enjeu est donc de faire reconnaître cette place auprès des décideurs publics en plaçant la santé au cœur des projets des centres sociaux.

Il s'agit de sortir d'une approche de la santé culpabilisante visant à modifier les comportements. Le soutien au développement du pouvoir d'agir des habitants est plus que jamais le chemin à emprunter.



Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Contribuer à ce que les centres sociaux soient repérés comme des acteurs de santé
- Renforcer la dimension transversale de la santé dans le projet centre social

FRACTURE TERRITORIALE : « LE POUVOIR DE TRANSFORMER LES TERRITOIRES AVEC LES HABITANTS »



Des fractures territoriales importantes existent en Nord Pas de Calais :

à la fois des anciennes qui perdurent (entre l'urbain et le rural, les villes centre et les quartiers populaires) et de nouvelles qui se situent entre les métropoles (avec une économie qui s'y concentre) et des territoires dits « périphériques ».

Accentués par les différentes réformes qui ont fait émerger un niveau structurant que sont les intercommunalités, des écarts ont fortement augmentés entre des territoires qui ont réussi à s'organiser plus ou moins rapidement et à porter un projet de développement, et les autres...

De fait, ce qui est constaté aujourd'hui, c'est une inégalité régionale dans l'accès à l'éducation, l'emploi, les services, aux droits, la mobilité, le numérique, la santé, la prévention, la culture, le sport, la formation...

Cette situation a entraîné des conséquences humaines, sociales, familiales. Une dualité s'installe entre l'attachement aux territoires pour les personnes issues de ceux-ci et la nécessité de pouvoir ou de devoir quitter ceux-ci pour accéder à un emploi ou à d'autres services qui n'existent pas en proximité et d'aller vers des territoires plus attractifs.

Cela pose aussi des questionnements sur la stigmatisation, le cloisonnement, qui amène à l'enfermement des habitants et des territoires.

Face à ces constats, l'enjeu pour les centres sociaux est de :

- Soutenir la « mixité » sociale, territoriale entre habitants.
- Ne pas rester seul, développer des alliances avec d'autres centres sociaux, des partenaires.
- Aider à l'émergence sur les territoires de projets de développement permettant de se projeter un avenir sur ce territoire, d'accompagner la mobilité des habitants pour pouvoir se projeter sur d'autres territoires (pouvoir avoir le choix).

Pour la Fédération, l'enjeu est plus particulièrement de :

- Tenir le cap sur l'attention aux territoires dits « périphériques ».
- Soutenir l'ouverture et la mobilité inter territoriale.
- Aider les centres sociaux à interpeller, se connecter avec les acteurs leviers du territoire, construire des « alliances » territoriales inter - centres sociaux, avec des partenaires, des acteurs qui pour certains étaient moins naturels (par exemple une mission bassin minier, un parc naturel régional...), autour de projets de développement.
- Accompagner les centres sociaux à interpeller la "gouvernance territoriale", s'infléchir au bénéfice des habitants afin que les territoires restent viables et attractifs.
- Aller vers un décroisement entre les acteurs du social, de l'économie, de l'urbain, de l'environnement.
- Soutenir, développer et faire vivre les assemblées territoriales.
- Pour le réseau fédéral des centres sociaux, l'enjeu est celui de l'ouverture, du décroisement et des alliances pour contribuer à transformer, développer, faire société sur les territoires.

Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Renforcer la coopération entre centres sociaux et avec les différents acteurs (sociaux, économiques, de l'aménagement, l'environnement, etc...) d'un même territoire
- Promouvoir l'animation de la vie sociale dans les territoires moins dotés

VIEILLISSEMENT : VIEILLIR EN ACTEUR CITOYEN !

Le choc démographique qui impacte la société et les territoires pour les trente prochaines années amène à reposer la question sociale du vieillissement et les approches et réponses à y apporter. Elle oblige à repenser les relations entre les générations (quatre générations qui peuvent se côtoyer) et à renouveler les solidarités entre elles.



Plus qu'un état ou un âge qui a construit les représentations et les politiques publiques, le vieillissement est un processus qui commence dès la naissance, d'une vie marquée par une série de transitions dont l'une des plus marquées est le passage de la vie dite "active", "professionnelle", à la retraite.

Cette transition est essentielle dans le parcours de vie des personnes. Elle est d'abord marquée par un changement de statut, d'identité sociale. Elle n'est pas la fin d'une vie, mais un nouveau chapitre de sa vie à construire, d'autant plus qu'avec l'allongement de la durée de la vie ce chapitre peut durer de 20 à 30 ans. Cette nouvelle tranche de vie peut être l'occasion de nouvelles découvertes (temps libre, épanouissement, faire émerger de nouveaux désirs, se lancer dans un nouveau défi, s'impliquer dans la vie sociale...). Mais elle peut aussi être difficile à vivre et présenter des risques (isolement, perte de lien social, dévalorisation de soi et perte d'identité sociale, précarité économique, accrocs de santé, ...).

Dans ce contexte, l'enjeu pour les centres sociaux est d'accompagner la transition qu'est l'arrivée à la retraite, le changement de statut et d'identité sociale, la construction d'un nouveau projet de vie, le passage à la vie dite « inactive » mais qui en fait peut être de plus en plus active. Il est également primordial de préserver les conditions de cette nouvelle vie, d'accompagner le parcours de vie des personnes, d'une vie où chacun peut rester en lien, acteur et citoyen quel que soit son âge et ses vulnérabilités.

Le but est aussi de prévenir et d'accompagner les ruptures (l'isolement social, le veuvage, la précarité économique, les difficultés d'accès aux droits, les accrocs de santé et la perte d'autonomie...). Il est également important de mettre en place une action de prévention dans laquelle la qualité du lien social est un facteur clé.

Le développement de nouvelles relations et de solidarités entre les générations est un enjeu dans un contexte où les générations qui arrivent à la retraite sont "charnières" : elle sont souvent en soutien de parents qui vieillissent (aidants familiaux), d'enfants (solidarité économique) et petits enfants (grand parentalité). Le renforcement de ces solidarités s'appuient sur la valorisation et le partage des savoirs et expériences entre les générations.

Les centres sociaux doivent aussi être présents dans la prise en compte, par les personnes, des évolutions sociétales qui participent de leur autonomie et du lien social : la transition numérique, l'adaptation du territoire à l'avancée en âge (habitat, transports, services adaptés au vieillissement du territoire...), les défis démocratiques,...

Pour nous, centres sociaux, l'ambition est au final par notre action, de contribuer à "faire société entre les âges".

Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Continuer à faire évoluer les représentations sur le vieillissement dans la société
- Renforcer l'ancrage dans le projet centre social d'une fonction ressources sur les enjeux d'accompagnement du vieillissement
- Continuer à innover sur des questions sociales prioritaires, notamment l'accompagnement de la transition qu'est l'arrivée à la retraite, la lutte contre l'isolement social.

NUMÉRIQUE : POUR UNE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE HUMAINE AU SERVICE DU POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS !

Face à la transition numérique, nous voulons contribuer de manière ambitieuse à la construction d'une société qui met le numérique au service de l'humain et qui ne laissera personne sur le côté, contribuer, comme souligné dans le manifeste des centres sociaux de France, à « une société numérique humaine au service du pouvoir d'agir des habitant·es ».

Les dynamiques impulsées dans les différentes expérimentations "Centres Sociaux Connectés" dans notre région ainsi que les crises COVID ont confirmé le rôle central joué par le numérique à la fois comme révélateur et accélérateur de fractures sociales, économiques, territoriales, mais aussi comme levier pour maintenir les liens, développer les solidarités de proximité et la capacité d'agir des habitants.

La transition numérique est maintenant une ressource pour le développement des personnes et des territoires. Il faut pouvoir dépasser les problématiques de l'accès dématérialisé aux droits ou de la prévention des risques sur internet pour mettre au premier plan les enjeux d'accompagnement des habitants aux usages numériques. Les centres sociaux peuvent être ces "tiers-lieux" numériques de proximité où les habitants accèdent aux outils, développent une culture, des savoir-faire numériques, s'expriment et se lancent dans des expérimentations.

Continuer à fabriquer des possibles avec les habitants et co-construire aux côtés des politiques publiques une « société numérique humaine » est notre ambition et un enjeu pour notre réseau. Nous voulons contribuer à la réalisation d'un droit universel au numérique » en prenant appui sur deux leviers :

- L'affirmation que l'accès à l'équipement et à la connexion ainsi que l'usage du numérique doivent être considérés comme un droit fondamental, un commun qui doit être partagé et non exclusif.
- La structuration d'une fonction de médiation numérique et d'accompagnement à la transition et à l'innovation numériques, ancrée dans les territoires et au service des habitants.



Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Faire reconnaître les « centres sociaux connectés » comme les tiers lieux de proximité d'inclusion sociale par le numérique
- Développer l'appui à la construction de centres sociaux connectés

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS

Le congrès national des centres sociaux en 2013 a posé comme prioritaire pour le réseau la capacité à soutenir le développement du pouvoir d'agir des habitants. Celui-ci désigne, au sens large, "la capacité pour les personnes de maîtriser ce qui est important pour elles, leurs proches, la collectivité à laquelle elles s'identifient (définition de Yann le Bossé). Le soutien au développement du pouvoir d'agir des habitants donne la possibilité pour les citoyens d'être acteurs des transformations de la société, c'est-à-dire :

- la possibilité de comprendre les systèmes en place, le fonctionnement de la démocratie, les questions sociales, leurs causes, conséquences, leviers qu'on peut activer pour transformer les choses, etc. ... , autrement appelée conscientisation (qui est aussi la capacité à prendre conscience de ce qui a été gagné et du chemin parcouru).
- la possibilité de s'organiser pour mettre en place des actions en réponse aux problèmes et priorités qu'ils identifient, autrement appelée auto-organisation.
- la possibilité de dialoguer et peser sur les décisions et politiques publiques qui les concernent, autrement appelée influence ou capacité de négociation.
- l'impulsion d'une vision collective qui s'oppose à une société qui individualise.

Les démarches se réclamant du pouvoir d'agir sont diverses, mais quelles que soient leurs formes et méthodes utilisées, ce sont des actions qui partent de ce que vivent les personnes, de ce qui compte pour elles et qui sont maîtrisées par elles dans une temporalité adaptée aux personnes.

La participation n'est pas une fin en soi. Elle peut même être contre-productive si les sujets abordés ne sont pas ceux qui comptent pour les personnes, si les sujets sont définis par d'autres. Lorsqu'on ne maîtrise ni les objectifs, ni les méthodes, on ne participe pas effectivement aux prises de décisions.

Pour nous centres sociaux, qu'est ce qui fait problème actuellement ? Qu'est ce qui est en jeu ?

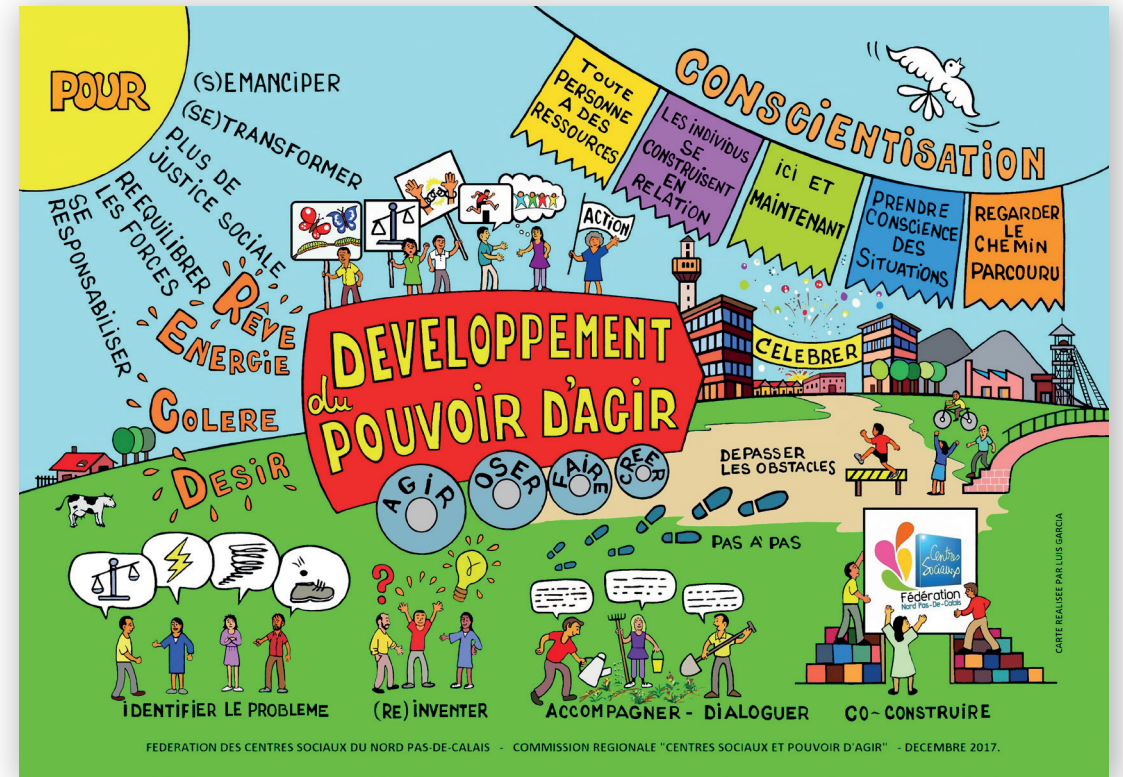
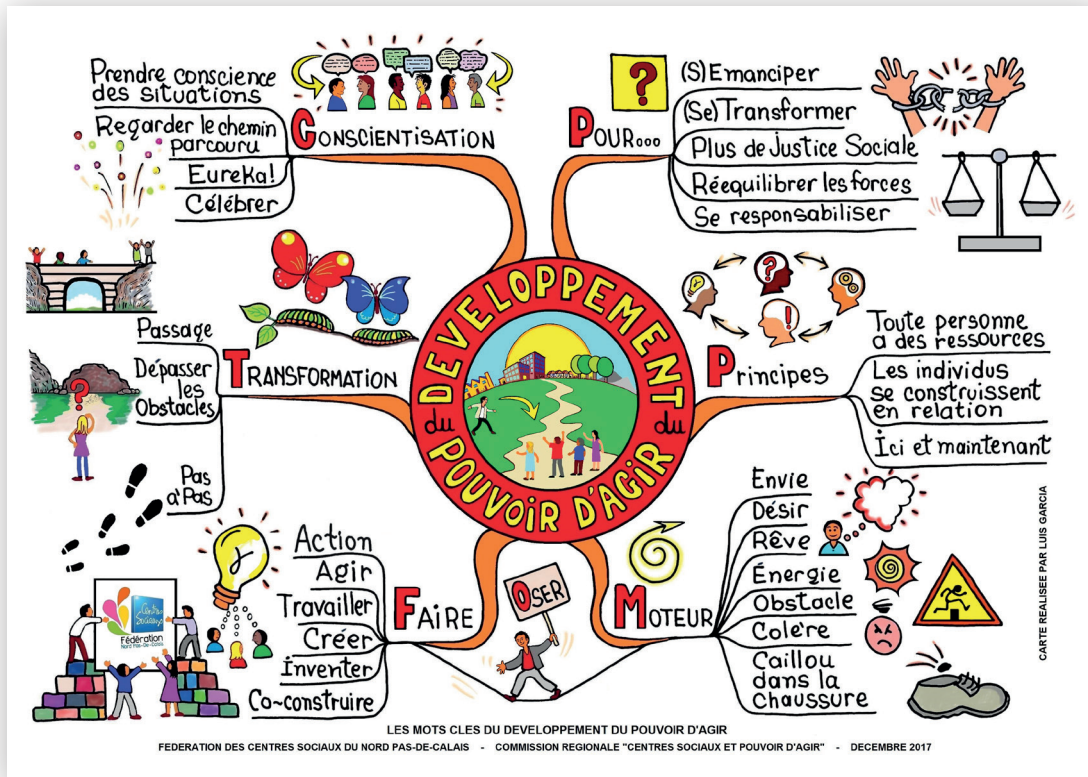
- **Du côté des personnes et de la société.** Le sentiment d'impuissance sur sa propre vie, la vie collective, le fait de ne pas pouvoir « changer les choses » est source d'une grande souffrance. Dans le même temps des transitions fulgurantes sont en cours, tant économiques, numériques, écologiques, démographiques, sociales, collaboratives ... L'enjeu est, à partir de ce qui fait problème pour les personnes concernées, de fabriquer concrètement des possibles sur ces différents défis.

- **Du côté des politiques publiques.** On observe une tendance forte à enfermer dans une approche réparatrice, curative, individuelle, ou faussement participative, sur des populations, thématiques et territoires de plus en plus ciblés. Cela se fait au détriment d'une approche qui pourtant a plus d'impact, qui se veut plus globale, et qui s'appuie sur la richesse des personnes elles-mêmes, des groupes et des territoires.

- **Du côté des centres sociaux.** Un mouvement de 2000 centres sociaux présents en France sur les territoires urbains et ruraux, de plus de 100 000 bénévoles, constitue une force pour agir. L'enjeu est de réactualiser et mettre en œuvre dans le contexte d'aujourd'hui le rôle des centres sociaux : « être un foyer d'initiatives porté des habitants associés, appuyés par des professionnels, capables de définir et mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire ».

Des orientations pour répondre à ces enjeux :

- Partager une culture commune avec les partenaires
- Soutenir les centres sociaux pour faire reconnaître leur place dans le soutien au développement du pouvoir d'agir des habitants et le mettre en œuvre



Fédération des centres sociaux Nord Pas de Calais

199/201 rue Colbert - Centre Vauban - Bâtiment Rochefort - 59 000 Lille

Téléphone : 03.20.79.98.70

nordpasdecalais@centres-sociaux.com - <https://nordpasdecalais.centres-sociaux.fr>

